

TIRAVAIL ET DROIT



Supplément au
Mouvement Syndical Belge
du 20 février 1939.

Législation en faveur des voyageurs et représentants de commerce

LES voyageurs et représentants de commerce estiment le moment venu de protéger davantage leur profession. Une réglementation spéciale existe déjà dans d'autres pays, notamment en France, dans le grand-duché de Luxembourg et, si nous ne nous trompons pas, en Hollande.

Un sentiment très net se manifeste dans les groupements professionnels de voyageurs de commerce: le désir de ne pas voir la profession pratiquée par diverses catégories de personnes qui, à l'un ou l'autre titre, portent préjudice aux représentants professionnels. Ce sont :

1° Les personnes jouissant d'une pension et qui vont offrir leurs services à bas prix, précisément parce qu'elles ne recherchent dans un travail de représentation qu'une source de revenu complémentaire.

Cela contribue à avilir les conditions de travail des voyageurs de commerce, et il est donc naturel que ceux-ci veuillent éliminer cette concurrence. Toutefois, ils estiment qu'il ne convient d'exclure que les personnes dont la pension est supérieure à 12,000 francs par an, et ils admettent des tempéraments à la règle, par exemple en faveur des anciens combattants.

2° Les personnes qui ont encouru une condamnation pour vol, détournement ou abus de confiance.

Le souci est ici de sauvegarder le caractère honorable de la profession, en évitant qu'elle

devienne le refuge des déclassés. Si le désir des organisations professionnelles est compréhensible, il n'en est pas moins vrai que pareille interdiction équivaldrait à ajouter à la peine proprement dite, prononcée et subie, une seconde sanction aux conséquences parfois plus dramatiques: la difficulté de retrouver du travail, base indispensable du reclassement social des condamnés qui doit rester, malgré tout, le but de la législation pénale. Nous croyons, dans ce domaine, qu'il faut s'en tenir aux usages courants, à savoir: qu'il appartient au patron à se renseigner, sous sa propre responsabilité, sur les antécédents de la personne qu'il engage.

3° Des personnes pratiquant des activités commerciales que les voyageurs et représentants de commerce estiment étrangères à leur profession; ce sont: les colporteurs, les employés qui visitent *occasionnellement* la clientèle de leur employeur, les courtiers vendant pour leur propre compte, les agents d'assurances et les démarcheurs de banque, les personnes qui effectuent pour leur compte ou pour compte d'autrui (tels les acheteurs des grands magasins) des achats de denrées et de marchandises.

Nous n'avons pas assez de connaissance en la matière pour juger si la délimitation de ces catégories par rapport à la profession de voyageur de commerce serait chose aisée ou présenterait des difficultés réelles.

Ayant ainsi écarté de la profession de voyageur de commerce, les diverses catégories citées ci-dessus, il convient d'assurer la protection efficace des véritables agents de la profession. A ceux-ci serait délivré une *carte d'identité professionnelle*. Par contre, les personnes qui exerceraient la profession de voyageur de commerce sans être légitimement en possession de la dite carte, se verraient frappées d'une peine d'amende.

Qui délivrerait la carte d'identité professionnelle? Il est proposé de confier cette tâche à un organisme, ou tout au moins à une commission, *mixte*, composée de représentants des organisations professionnelles et de délégués de l'Etat, en l'espèce des fonctionnaires du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale, qui a l'élaboration de la législation sociale dans ses attributions.

Telles sont les grandes lignes d'une proposition de loi élaborée par la Section professionnelle des voyageurs et représentants de commerce du Syndicat Général des Employés. Cette proposition sera vraisemblablement présentée aux Chambres à bref délai et ainsi se trouvera posé, dans toute son ampleur, le problème du statut du voyageur de commerce.

Ajoutons aussi que le projet de loi revisant

la loi sur le contrat d'emploi, également élaboré par nos camarades du Syndicat Général, contient diverses dispositions en faveur des voyageurs de commerce. Il y a là notamment la faculté, pour le voyageur, de contrôler les livres de l'employeur, pour éviter que ce dernier ne fruste le voyageur de certaines commissions auxquelles il a droit. Il y a également des dispositions qui permettent au voyageur, dans le cas de cessation du contrat, de bénéficier des commissions pendant les quatre mois qui suivent, parce que les affaires traitées sont présumées être encore le fruit du travail de prospection du voyageur. C'est là une nouvelle application du droit de propriété sur le produit du travail, principe essentiellement socialiste, qui se retrouve dans l'effort d'émancipation de toutes les catégories de travailleurs: paysans qui veulent s'affranchir des fermages, commerçants-locataires qui ont enrichi par leur travail leur fonds, ouvriers et employés qui luttent pour une juste rémunération de leurs efforts.

Souhaitons que le projet de statut des voyageurs de commerce comme la révision nécessaire de la loi sur le contrat d'emploi, viennent rapidement en discussion aux Chambres.

GEORGES.

Législation sociale

Liste clôturée au numéro du « Moniteur belge » du 1^{er} février 1939.

Réglementation du travail.

DURÉE DU TRAVAIL

Travail des femmes et des enfants. — Femmes occupées dans l'industrie textile et dans l'industrie de la fabrication des chapeaux dans la région verviétoise. Décalage des heures de nuit. — A. R. du 16-I-39 (M. B. du 18-I-39).

Personnel technique des salles de spectacles cinématographiques. — Application de la loi du 14-VI-21 sur la journée de huit heures. — A. R. du 27-XII-38 (M. B. du 30-XII-38).

Industries des pâtes alimentaires. — Application de l'article 5 de la loi du 14-VI-1921. — A. R. du 27-XII-38 (M. B. du 30-XII-38).

CONGÉS ANNUELS PAYÉS

Caisse nationale auxiliaire des congés payés. — A. R. du 27-XII-38 déterminant les statuts (M. B. du 31-XII-38).

Police industrielle.

Tutelle sanitaire des adolescents au travail. — A. R. du 18-XII-38 modifiant l'A. R. du 28-IX-38 (M. B. du 24-XII-38).

Etablissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes. — Magasins de vente au détail occupant au moins 10 personnes aux comptoirs de vente. Adjonction de rubrique. — A. R. du 27-XII-38 (M. B. du 30-XII-38).

Assurances sociales.

ASSURANCE-VIEILLESSE ET DECÈS PRÉMATURÉ

Ressorts et compositions des commissions d'appel en matière de pensions de vieillesse, à partir du 1-I-39. *Loi du 15 décembre 1937.* — Article 6. — Versements des salariés en état de chômage involontaire et des salariés malades. — A. R. du 24-XII-38 (M. B. du 18-I-39).

Loi du 18 juillet 1938 tendant à redresser des situations injustes créées, en matière de pension de vieillesse, par la faute ou la négligence de tiers. — A. R. du 27-XII-38 (M. B. du 18-I-39).

Loi du 18 janvier 1939 rectifiant les dispositions fiscales de la loi du 15-XII-37 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. (M. B. du 20-I-35).

ACCIDENTS DU TRAVAIL

Commission des accidents du travail. — A. R. renouvelant les mandats des membres actuels pour un terme de six ans. — A. R. du 29-XI-38 (M. B. des 12-13-XII-38).

Liste des caisses communes d'assurance contre les accidents du travail (M. B. des 23-24-I-39).

MALADIES PROFESSIONNELLES

A. R. dressant la liste des maladies professionnelles avec mention, pour chacune d'elles, des industries ou professions où elles donnent lieu à réparation. — A. R. du 22-XII-38 (M. B. du 1-I-39).

Taux des cotisations. — Modification à l'A. R. du 29-XI-38. — A. R. du 16-I-39 (M. B. du 25-I-39).

CHOMAGE ET PLACEMENT

Durée du travail dans l'industrie diamantaire. — Application de l'article 9 de la loi du 16-V-38. Exclusion du bénéfice des indemnités et allocations. — A. R. du 10-XII-38 (M. B. du 15-XII-38).

Secours d'hiver. — A. R. prorogeant l'application des dispositions de celui du 29-XI-38, allouant à certaines catégories de chômeurs un secours spécial d'hiver. — A. R. du 27-XII-38 (M. B. du 29-XII-38).

Loi obligeant les employeurs à contribuer à l'Office National du Placement et du Chômage. — 24-XII-38 (M. B. du 31-XII-38).

Classification des communes en matière de chômage. — A. R. du 3-XII-38 portant coordination des différents arrêtés relatifs à la classification des communes en matière de chômage (M. B. du 31-XII-38).

Modification à la réglementation en matière de chômage (art. 22bis et 25ter de l'A. R. du 31-V-33). — A. R. du 27-XII-38 (M. B. du 1-I-35).

Réadaptation professionnelle obligatoire des chômeurs. — A. R. du 16-I-39 (M. B. du 21-I-39).

ALLOCATIONS FAMILIALES

Agréation provisoire à neuf caisses mutuelles d'allocations familiales. — Allocations familiales en faveur des employeurs et des travailleurs indépendants, notamment : Caisse mutuelle d'allocations familiales de Belgique, rue du Pépin, 21, Bruxelles.

Mandats d'administrateurs et président de caisses spéciales de compensation pour allocations familiales. — A. M. du 19-XII-38 (M. B. des 23-24-I-39).

Commissions paritaires.

COMITÉS NATIONAUX

Industrie et commerce du bois. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 1-XII-38 (M. B. du 15-XII-38).

Industrie de la glacerie. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 3-XII-38 (M. B. du 15-XII-38).

Profession de la coiffure. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 9-I-39 (M. B. du 19-I-39).

Industrie diamantaire. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 10-I-39 (M. B. du 19-I-39).

COMITÉS RÉGIONAUX

Industries des briqueteries mécaniques de la côte. — C. R. — Composition. — Modification. — A. M. du 1-XII-38 (M. B. du 15-12-38).

Ouvriers débardeurs (dockers) des ports de Bruxelles et de Vilvorde. — C. R. — Composition. — Modification. — A. M. du 9-XII-38 (M. B. du 22-XII-38).

Industrie briquetière de la vallée de l'Escaut. — Institution d'un C. R. — Nomination des membres. — A. M. du 12-XII-38 (M. B. du 22-XII-38).

Carrières, cimenteries et fours à chaux du Tournaisis. — C. R. — Composition. — Modification.

Exploitation de dolomie du bassin de la Meuse. — C. R. — Composition. — Modification. — A. M. du 9-I-39 (M. B. du 27-I-39).

Industrie de la chaux et de pierres calcaires non taillées des provinces de Liège et de Namur. — C. R. — Composition. — Modification. — A. M. du 11-I-39 (M. B. du 27-I-39).

Exploitation de terre plastique de la région d'Andenne. — C. R. — Composition. Modification. — A. M. du 12-I-39 (M. B. du 27-I-39).

Carrières de grès de l'Ourthe et de l'Amblève. — C. R. — Nomination de membres. — A. M. du 13-I-39 (M. B. des 30-31-I-39).

Carrières de petit-granit et de calcaire à tailler des provinces de Liège et de Namur. — C. R. — Nomination de membres. — A. M. du 13-I-39 (M. B. des 30-31-I-39).

Jurisprudence

ACCIDENTS DU TRAVAIL

Justice de Paix de Dinant (1)

5 février 1937.

Taton c/ Baudhuin.

Accident du travail. — Ouvrier de ferme. — Logement à proximité du bétail. — Allumage d'un réchaud. — Oxyde de carbone. — Asphyxie pendant le sommeil. — Loi applicable.

Est réputée survenue par le fait de l'exécution du contrat de travail, l'asphyxie d'un ouvrier de ferme pendant son sommeil dans sa chambre à coucher de la ferme où il logeait, à proximité du bétail, et résultant du fait que pour se prémunir du froid il a allumé dans un seau des briquettes qui ont dégagé l'oxyde de carbone meurtrier.

En pareil cas, il ne peut être dénié que le demandeur exécutait son contrat de travail, même pendant son sommeil.

Attendu que les parties sont d'accord sur les faits suivants: le demandeur Taton était au service du défendeur comme valet de ferme; à ce titre, il était logé et nourri à la ferme, il logeait dans une petite chambre attenante à l'écurie des chevaux, en compagnie de deux autres domestiques; le lundi 4 décembre 1933, au matin, ne voyant pas ses domestiques se lever, le défendeur s'introduisit dans leur chambre; il constata que l'un d'eux était mort, que le demandeur était inanimé et le troisième absent; ce jour-là, il remarqua aussi entre les deux lits des domestiques placés d'environ 1 m. 50, la présence sur le parquet d'un seau rempli à moitié de morceaux de briquettes, partiellement consumées; ces briquettes provenaient vraisemblablement du dépôt de ce genre de combustibles placé dans le voisinage de la chambre des domestiques et dont l'accès est libre;

Attendu qu'il résulte d'un certificat du docteur Lespagné, de Dinant, que le demandeur Taton a subi un commencement d'asphyxie, mais que ce praticien ne se prononce pas sur les suites de cet accident, ce qui s'explique par le fait que le demandeur se fit reconduire chez son père, à Sorée, aussitôt qu'il fut transportable, pour se faire soigner; qu'il reçut là les soins du docteur Servais, de Gesves, lequel déclare avoir examiné le demandeur et avoir constaté qu'il est atteint de bronchite avec dyspnée cardiaque, suite de son asphyxie en 1933, ce qui lui occasionnerait une incapacité de travail évaluée à 35 p. c.;

Attendu que le défendeur se refuse à indemniser le demandeur pour la raison qu'il dénie au commencement d'asphyxie dont il a été l'objet, le caractère

(1) Ce jugement a été confirmé par adoption de motifs par le tribunal de première instance de Dinant.

d'accident de travail tombant sous l'application de la loi du 24 décembre 1903, et ce, pour deux motifs: à savoir qu'au moment de l'accident, le demandeur n'était pas sous la surveillance, ni sous la direction de son patron, en d'autres termes qu'il n'exécutait pas le contrat de travail et, en outre, que si même cela était, la loi de 1903 ne serait pas applicable parce que cet accident n'est pas survenu par le fait de l'exécution du contrat de travail, qu'il eût pu aussi bien arriver dans toute chambre habitée par le demandeur s'il se fût avisé d'y allumer des briquettes dans un seau au milieu de la chambre;

Attendu qu'il est d'usage dans les fermes du canton de Dinant de faire loger les domestiques dans les écuries ou étables, ou à proximité de celles-ci, non seulement pour avoir continuellement des domestiques sous la main en cas de besoin, mais aussi pour veiller sur le cheptel pendant la nuit, leur présence à proximité des animaux devant les mettre à même d'entendre plus rapidement et plus sûrement les bruits anormaux et remédier promptement à la situation ou donner l'éveil;

Attendu qu'en conséquence, il ne peut être dénié que le demandeur exécutait son contrat de travail, même pendant son sommeil. (V. Cass., 3 avril 1913. *Pas.*, 1913. I. 168; Abel, *Code industriel*, p. 525, n° 36.);

Attendu que tout accident survenu au cours de l'exécution du contrat de travail résulte du fait de cette exécution lorsqu'il se rattache à quelque circonstance tenant soit à l'activité propre de l'ouvrier ou à celles des autres membres du personnel de l'entreprise, soit du milieu industriel ou professionnel dans lequel l'ouvrier se trouve placé à raison du contrat. (Exposé des motifs de la loi du 24 décembre 1903. *Doc. Parlem.*, Ch. des Représ., 1900-1901, n° 123, p. 298.);

Attendu qu'en l'espèce, l'accident est survenu par le fait de celui des domestiques (ou de tous deux) qui a placé dans le seau et allumé les briquettes, lesquelles ont dégagé l'oxyde de carbone meurtrier, qu'ainsi il est démontré que l'accident est dû soit au fait de la victime, soit au fait de son compagnon de travail;

Attendu que vainement le défendeur soutient que cet accident avait pu survenir n'importe où, du moment où l'imprudence, si grossière fût-elle, qui l'a causé, était commise par la victime; que sans doute, la doctrine et la jurisprudence enseignent qu'un accident survenu, même au cours de l'exécution du contrat de travail, ne tombe pas sous l'application de la loi du 24 décembre 1903, lorsque l'accident est dû à une cause étrangère à l'exécution du contrat de travail, mais que tel n'est pas le cas, comme en l'espèce, lorsque l'accident survenu au cours de l'exécution du contrat de travail est dû à une faute ou imprudence grave de la victime ou de son compagnon de travail;

Attendu que le défendeur prétend voir dans cette circonstance que l'accident eût pu tout aussi bien se produire ailleurs que dans cette chambre de sa ferme, le critère d'un accident non survenu par le fait

de l'exécution de son contrat de travail; que ce soutènement ne repose sur aucune base sérieuse et est condamné par la pratique; qu'en effet, il n'est pas accident plus banal qu'un accident de roulage, et cependant la doctrine aussi bien que la jurisprudence sont unanimes pour considérer pareil accident survenu à un ouvrier qui se trouve sur la route par ordre de son patron comme étant un accident de travail, tombant sous l'application de la loi de 1903;

Attendu que le demandeur, tenu par les obligations auxquelles l'astreignait son contrat de travail de loger dans la chambre mise à sa disposition par le défendeur, ne posait pas un acte absolument étranger à son travail, en tentant de se prémunir contre le froid, pour rendre la situation supportable; que sans doute il a commis une faute lourde en allumant des briquettes au milieu d'une chambre hermétiquement close, mais que cette faute se rattachant à l'exécution de son contrat de travail ne peut empêcher l'application de la loi du 24 décembre 1903 à son cas;

Attendu que le défendeur conteste aussi les suites de l'accident; qu'il y aurait lieu de soumettre le demandeur à l'examen d'un médecin-expert, pour rechercher s'il y a eu et s'il existe encore une incapacité de travail résultant de l'accident lui survenu dans la nuit du 3 au 4 décembre 1933; qu'à ce jour, seuls sont établis les dommages suivants: 211 fr. 80, y compris les frais de transport et une incapacité totale de 19 jours, mais que les parties ne s'étant pas expliquées sur le salaire de base, il ne peut, dès lors, être alloué d'indemnité pour incapacité de travail, qu'elles devront le faire lorsque l'affaire sera rapplée après l'expertise.

Par ces motifs :

Disons pour droit que l'accident dont a été victime le demandeur dans la nuit du 3 au 4 décembre 1933, chez le défendeur, est survenu au cours et par le fait de l'exécution de son contrat de travail; qu'il tombe par conséquent sous l'application de la loi du 24 décembre 1903; en conséquence, condamnons le défendeur à payer au demandeur la somme de 211 fr. 80 avec les intérêts judiciaires; et avant de statuer plus avant au fond, nommons M. le docteur Henri Mabilie, de Dinant, en qualité d'expert; ordonnons aux parties de l'expliquer sur la question du salaire de base à l'audience à laquelle l'affaire reviendra après dépôt du rapport d'expertise.

— x —

Justice de Paix d'Anderlecht

18 juin 1936.

Tribunal de Première Instance de Bruxelles (Première Chambre)

21 octobre 1936.

Cour de Cassation (Première Chambre)

29 septembre 1938.

Deconinck c/ « L'Assurance Liégeoise ».

Accident du travail. — Ouvrier occupé deux jours par semaine dans une entreprise continue. — Absence d'autres gains. — Salaire de base limité à la rémunération effective.

La rémunération effective peut seule entrer en ligne de compte lorsque l'ouvrier accidenté ne travail-

lait que deux jours par semaine dans l'entreprise, s'il n'établit pas avoir travaillé ailleurs ou s'il ne prouve pas qu'il était occupé chez le dit patron d'une façon intermittente ou à un travail journalier comportant un nombre d'heures inférieur au nombre d'heures de travail normal dans l'entreprise.

Jugement du Juge de Paix d'Anderlecht,
du 18 juin 1936.

Attendu que l'action tendait à entendre déterminer le montant des indemnités légales revenant au demandeur à l'occasion de l'accident du travail dont il avait été victime le 3 juillet 1934, à Anderlecht, alors qu'il était au service et travaillait pour le compte du sieur Callebaut, assuré par les soins de la défenderesse, la Société anonyme « L'Assurance Liégeoise »;

Attendu qu'il est résulté du rapport de l'expertise de la doctoresse Foucart-Fassin, rapport régulièrement enregistré, qu'à la suite de l'accident litigieux, le demandeur subit une incapacité permanente partielle qui doit être fixée à 21 p. c.;

Qu'en outre, la date de la consolidation doit être reportée au 26 décembre 1935;

Attendu qu'il est acquis au débat que le salaire du demandeur s'élevait à environ 75 francs par jour et ce, d'après les indications habituelles fournies par son patron, le sieur Callebaut;

Attendu que, dans ces conditions, le salaire de base du demandeur doit être fixé à la somme de 20,000 francs.

Par ces motifs :

Déclarons l'action recevable et fondée, disons qu'à la suite de l'accident du travail dont il a été victime à Anderlecht, le 3 juillet 1934, alors qu'il était au service et travaillait pour le compte du sieur Callebaut, le demandeur subit, depuis le 26 décembre 1935, une incapacité de travail permanente partielle de 21 p. c.; fixons à 20,000 francs le salaire annuel de base du demandeur.

Jugement d'appel du Tribunal de 1^{re} instance de Bruxelles (1^{re} Chambre), du 21 octobre 1936.

Attendu que la demande a pour objet la réparation d'un accident du travail survenu à l'intimé le 3 juillet 1934;

Que seul le montant du salaire de base est contesté;

Que l'intimé ne travaillait que deux jours par semaine chez le patron qui est tenu de le réparer, et y gagnait 7,725 francs par an; qu'il n'établit pas avoir travaillé ailleurs; qu'il n'y a pas lieu d'avoir égard à l'offre de preuve formulée conditionnellement dans les motifs, non reproduite dans le dispositif de ses conclusions;

Que l'intimé ne prouve pas qu'il était occupé chez le dit patron d'une façon intermittente ou à un travail journalier comportant un nombre d'heures inférieur au nombre d'heures de travail normal dans l'entreprise;

Vu les articles de la loi du 15 juin 1935 visés au jugement dont appel et en outre l'article 24 de la dite loi.

Par ces motifs :

Et ceux non contraires du premier juge, le tribunal, de l'avis conforme du baron Vanden Branden

de Reeth, premier substitut du procureur du Roi, confirme le jugement dont appel, sauf en tant qu'il a fixé le salaire annuel de base à 20,000 francs; fixe le dit salaire à 7,725 francs par an.

Arrêt de la Cour de cassation (1^{re} Ch.),
du 29 septembre 1938.

La Cour, ouï en son rapport M. le conseiller Fauquel et sur les conclusions de M. Paul Leclercq, procureur général;

Vu le pourvoi dirigé contre le jugement rendu le 21 octobre 1936, entre parties par le tribunal de première instance de Bruxelles statuant comme juge d'appel;

Sur le moyen unique pris de la violation de l'article 6, paragraphe 5, de l'arrêté royal du 28 septembre 1931, de coordination des lois sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, en ce que le jugement attaqué, après avoir constaté que l'ouvrier accidenté ne travaillait que deux jours par semaine chez le patron qui est tenu de le (*sic*) réparer, ne tient compte, dans la fixation de salaire annuel de base, que du salaire de ces deux jours par semaine, en invoquant la circonstance que l'ouvrier ne prouve pas avoir travaillé ailleurs, alors que cette circonstance n'est nullement envisagée par l'article 6, § 5, de l'arrêté royal du 28 septembre 1931, comme la condition de l'établissement du salaire de base, lequel, d'après cet article, doit comprendre la rémunération effective et la rémunération hypothétique aux heures de non-activité;

Attendu que c'est dans l'exposé du moyen que le demandeur en cassation doit, en matière civile, formuler ses griefs et indiquer les dispositions légales qu'il accuse le juge d'avoir violées;

Attendu que, dans l'espèce, cet exposé n'invoque pas la violation de l'article 97 de la Constitution et ne précise pas en quoi les prescriptions de ce texte auraient été méconnues; que dès lors, la Cour ne peut avoir égard à un grief que le demandeur n'invoque que dans les développements du moyen et qui consiste à prétendre que les motifs sur lesquels se fonde la décision querellée sont contradictoires, ce qui équivaut à une absence de motifs;

Attendu que le seul reproche que le libellé du moyen fait au juge est d'avoir violé l'alinéa 5, de l'article 6, des lois coordonnées sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail; que le demandeur déduit cette violation du fait que le juge aurait fondé sa décision sur un élément indifférent au point de vue de l'application du texte discuté, à savoir que le demandeur en cassation ne prouve pas avoir travaillé ailleurs que dans l'entreprise dans laquelle l'accident litigieux s'est produit;

Attendu que si le juge relève en effet cette carence, il apparaît clairement des pièces de la procédure qu'il ne le fait que pour répondre aux conclusions dans lesquelles le demandeur affirme qu'il « travaillait les quatre autres jours de la semaine au service d'autres patrons, soit comme abatteur, soit comme transporteur »; qu'en rencontrant cette affirmation, en la déclarant dénuée de preuve, le juge répond à ces conclusions et écarte toute prétention à l'application en l'espèce de l'alinéa 4, de l'article 6, des lois coordonnées;

Qu'en revanche, pour justifier son refus de faire bénéficier le demandeur des dispositions de l'alinéa 5, du même article, le jugement dénoncé invoque de tout autres motifs que le pourvoi passe sous silence; que le jugement relève, en effet, que le demandeur en cassation « ne prouve pas qu'il était occupé chez son patron d'une façon intermittente ou à un travail journalier comportant un nombre d'heures inférieur au nombre d'heures de travail normal dans l'entreprise ».

D'où il suit que le moyen manque en fait.

Par ces motifs, rejette.

— x —

Justice de Paix de Lessines

17 juin 1938.

Dasseler c/ X...

Accident du travail. — Opération. — Amputation d'un doigt. — Non-obligation de la subir.

L'ouvrier est en droit de refuser l'ablation du médius droit, proposée en vue de diminuer l'incapacité permanente de 14 à 12 p. c.

Il pourrait en être autrement s'il s'agissait simplement de l'ablation d'une phalange ou d'une incision.

Quant au taux d'invalidité permanente:

Attendu que la Société défenderesse admet que le taux d'invalidité peut être équitablement fixé à 14 p. c., eu égard à l'état actuel du demandeur, son médius droit présentant une ankylose en extension par névrose des tendons fléchisseurs, mais qu'elle prétend que ce quantum doit être ramené à 12 p. c., le demandeur refusant de subir l'ablation de ce doigt; que, d'autre part, le demandeur admet que cette ablation lui procurerait l'amélioration indiquée, mais qu'il refuse de la subir et se prétend en droit de refuser;

Attendu que la jurisprudence est aujourd'hui généralement fixée en ce sens que l'ouvrier doit subir une opération qui n'est ni grave ni douloureuse, dont le résultat apparaît comme certain et de nature à réduire assez sensiblement l'invalidité (*Pand. B.*, V^o Travail (Accident du), n^{os} 676 et s.);

Attendu que l'opération envisagée, l'ablation d'un doigt entier, paraît justifier le refus du demandeur; qu'il pourrait en être autrement s'il s'agissait simplement de l'ablation d'une phalange ou d'une incision; d'autre part, que l'atténuation de l'invalidité ne serait guère sensible puisqu'elle ne serait que de 2 p. c.

Par ces motifs:

Statuant contradictoirement, fixons le salaire de base à la somme de 9,922 francs et le taux d'incapacité permanente à 14 p. c.

— x —

Justice de Paix du canton de Hollogne-aux-Pierres

18 janvier 1938.

Jamotte c/ Marneffe et « La Paix ».

Accidents du travail. — Conditions requises.

Appréciation en fait.

Pour qu'il y ait accident du travail, il faut un événement soudain, anormal, résultant d'une force extérieure.

Il s'agit, pour le juge, d'examiner dans chaque cas d'espèce, la conformité ou non à ces conditions.

En cas de chute d'un produit chimique corrosif sur le pied d'un ouvrier, l'événement doit être considéré comme soudain, la réaction chimique prenant naissance dès l'instant du contact des deux éléments. Peu importe le moment où se manifeste la brûlure y consécutive.

Jugement.

Attendu que l'action a pour objet le paiement des indemnités légales auxquelles le demandeur prétend avoir droit en vertu de la loi sur les accidents du travail; qu'il est constant qu'il fut victime le 22 mai 1937 de brûlures au premier et au deuxième degré de la face dorsale des deux pieds, orteils compris, alors qu'il procédait à l'épandage de cyanamide;

Attendu que l'assureur Compagnie anonyme « La Paix », déclare se substituer au défendeur et demande la mise hors cause de ce dernier; que sans contester la matérialité des faits, elle leur dénie le caractère d'accident du travail et estime ne pas devoir indemniser; qu'elle soutient que l'accident du travail est, selon la définition de la doctrine et de la jurisprudence, un événement soudain, anormal, supposant l'action soudaine d'une force extérieure, alors qu'en l'espèce il s'agit d'une brûlure provoquée lentement et progressivement et due à l'action nocive de l'engrais par suite de son contact avec l'humidité;

Attendu qu'il importe d'examiner si les faits litigieux rentrent dans la définition légale de l'accident et si l'exception de la défenderesse est ou non fondée;

Attendu que la chute de l'engrais sur l'ouvrier revêt le caractère d'événement soudain et anormal; qu'elle est le résultat d'un geste malheureux ou d'une imprudence de l'ouvrier qui s'est malencontreusement placé dans le champ de la projection du produit; que les lésions dont fut atteint le demandeur résultent encore d'une force extérieure; que l'on doit en conséquence se demander si l'action de cette force extérieure a eu la soudaineté requise pour constituer un accident du travail;

Attendu que l'on doit considérer comme soudaine la combinaison chimique qui se produit au moment où la cyanamide rencontre les pieds ou les chaussures de l'ouvrier, combinaison qui rend immédiatement cet engrais corrosif; que cette rencontre est la cause déterminante des lésions; qu'il importe peu qu'une douleur vive et immédiate n'ait pas averti l'ouvrier des conséquences de cette chute puisque le phénomène chimique qui provoqua la brûlure s'est réalisé à l'instant même où la cyanamide tombait sur l'ouvrier;

Attendu que les parties sont d'accord sur la durée

de l'incapacité temporaire totale et partielle, le salaire de base et les indemnités dues pour frais médicaux et pharmaceutiques;

Par ces motifs, nous, Juge de paix, statuant contradictoirement et en premier ressort, donnons acte à la défenderesse qu'elle se substitue au défendeur en sa qualité d'assureur et qu'elle conteste que l'ouvrier ait été victime d'un accident du travail au sens légal du terme; ce fait, mettons hors cause, sans frais, le défendeur Marneffe, et condamnons la société défenderesse à payer au demandeur les indemnités suivantes, etc.

— x —

CONTRATS D'EMPLOIS

Conseil de Prud'hommes d'appel de Bruges (Chambre pour Employés)

30 décembre 1936

V. N. c/ S.

Pension des employés. — Cotisation de l'employé. — Droit de rétention du patron. — Limite.

Les montants que l'employé doit payer du chef de pension doivent être retenus par le patron des appointements lors du paiement de ces derniers. Le patron qui n'a pas fait les retenues ne peut exiger la restitution ultérieure.

Attendu que la demande tend à l'obtention d'une somme totale de 1,318 francs, étant d'après l'appelant le montant de la cotisation pour la pension, de la taxe professionnelle et de la taxe de crise qu'il aurait payé pour l'intimé;

Considérant que le premier juge a statué par tous moyens de droit que toutes les sommes que l'employé doit verser de ce chef doivent être retenues par l'employeur des appointements lors du paiement de ces derniers;

Que par conséquent, ultérieurement, aucun droit de récupération n'est ouvert en faveur de l'employeur négligeant;

Qu'il n'y a pas lieu d'examiner si la somme réclamée correspond avec la réalité;

Par ces motifs:

Et ceux du premier juge, le Conseil de Prud'hommes d'Appel de Bruges, Chambre pour employés, dit l'appel recevable, mais non fondé, déboute l'appelant de son appel et le condamne aux frais des deux instances.

— x —

Conseil de Prud'hommes de Bruxelles (Chambre pour Employés)

17 mars 1937

Contrat d'emploi. — Maladie. — Cause étrangère au travail. — Application des articles 8 et 9 de la loi de 1922.

Les articles 8 et 9 de la loi du 7-8-1922 s'appliquent dans tous les cas de maladie. Il s'agit en cette matière non d'une question de responsabilité, mais d'une question d'humanité.

Attendu qu'en l'occurrence le demandeur, accom-

pagnant un de ses amis en excursion, a été victime d'un accident provoqué par l'éclatement d'un pneu de la voiture automobile appartenant à son compagnon; qu'il importe de rechercher si le patron peut devoir supporter indirectement les conséquences d'une incapacité de travail survenue dans des conditions qui lui sont totalement étrangères;

Attendu que la question a été tranchée de façon précise lors de la discussion de la loi au Sénat;

Attendu, en effet, qu'au cours de la séance du 16 mars 1922 le ministre F., répondant à la question de savoir si les articles 8 et 9 s'appliquaient au cas de l'employé qui serait victime de maladie ou d'accident en dehors de l'exécution de son contrat d'emploi, déclara: « La loi s'applique dans tous les cas. Il ne s'agit pas en cette matière d'une question de responsabilité, mais d'une question d'humanité et de justice. Je ne connais pas de patron honnête qui, lorsque son employé aura été le dimanche, alors qu'il use à bon droit de ses loisirs, victime d'un accident de bicyclette, fusse même de sa faute, ne lui payerait pas son traitement »;

Attendu que cette déclaration fut applaudie par le Sénat; que ses termes claires et précis interdisent tout doute au sujet de l'interprétation de la loi: qu'elle a d'ailleurs été adoptée par les commentateurs et notamment par Thoumsin, contrat d'emploi, Bruxelles, 1926, n. 277, Léger et Crokaert (travaux préparatoires et commentaire pratique de la loi du 7 août 1922), Houben (commentaire de la loi du 7 août 1926, page 59), Velge (Tome I^{er}, du Bus de Waraffe, page 32);

Attendu qu'il résulte des considérations qui précèdent que c'est à bon droit que le demandeur postule ses appointements du 25 avril 1936 au 14 mai 1936, soit 603 fr. 20;

Attendu que parties ne se sont pas expliquées à suffisance sur les autres points du litige;

Par ces motifs:

Le Conseil condamne provisoirement le défendeur à payer la somme de 603 fr. 20 et avant de statuer sur le surplus, ordonne aux parties de s'expliquer à nouveau à l'audience à laquelle l'affaire aura été ramenée par la partie la plus diligente;

Réserve les dépens;

Sentence exécutoire par provision nonobstant appel et sans caution.

— x —

CONTRATS DE TRAVAIL

Conseil de Prud'hommes de Termonde (Chambre pour Ouvriers)

8 mars 1937

B. c/ U. C. B.

Contrat de travail. — Conclu pour un temps déterminé. — Accident. — Congé payé. — Conséquences

Quand un ouvrier, engagé en même temps que d'autres ouvriers pour l'exécution d'un travail déterminé, est victime d'un accident du travail qui le

rend incapable de reprendre son service avant que le travail ne soit entièrement terminé, on doit considérer le contrat comme résilié en application de l'article 28 de la loi du 10 mars 1900 à partir du jour de l'accident du travail. L'ouvrier n'a donc pas droit à une indemnité pour congé payé afférent à la période comprise entre l'accident du travail et la fin de l'entreprise pour laquelle il avait été engagé.

Vu l'exploit introductif d'instance de l'huissier L., à Termonde, du 2 février 1937, tendant à l'obtention de la condamnation de la défenderesse à payer au demandeur une somme de 192 francs, soit le salaire de six jours de congé qui seraient dus conformément à la loi du 8 juillet 1936 et à l'arrêté royal du 14 août 1936, relatifs aux congés annuels payés;

Entendu les parties en leurs moyens et leurs conclusions;

Attendu que la tentative de conciliation faite à l'audience est restée vaine;

Considérant qu'il est constant que le demandeur, en même temps que d'autres ouvriers, a été admis au service de la défenderesse le 25 novembre 1935, afin d'y exécuter un travail déterminé, à savoir l'installation d'une salle de fabrication;

Que les autres ouvriers, ce travail achevé, ont été licenciés le 15 juillet 1936;

Considérant que le 30 mars 1936, le demandeur a été victime d'un accident du travail qui l'a tenu éloigné du travail à l'usine de la défenderesse;

Considérant que si le demandeur avait été effectivement au service de la défenderesse à la date du 15 juillet 1936, il aurait été licencié au même titre que ses compagnons de travail;

Que le fait qu'à cette date, il se trouvait en état d'incapacité de travail, ne peut entraîner que sa position à l'égard de la défenderesse fut différente de celle de ses compagnons;

Considérant qu'au moment où ils quittaient l'usine, ceux-ci n'avaient pas été pendant une année au service de la demanderesse et que la loi sur les congés annuels payés n'était pas encore entrée en vigueur et que par conséquent ces ouvriers n'ont pas prétendu ou n'ont pu prétendre aux congés payés;

Considérant que le contrat de travail conclu entre le demandeur et la défenderesse est venu à expiration le 15 juillet 1936, le travail pour lequel il avait été engagé ayant été achevé à cette date;

Considérant que l'incapacité de travail prolongée du demandeur, qui s'est présenté chez la demanderesse en janvier 1937, doit être considérée comme un cas de force majeure de nature à entraîner la rupture du contrat de travail en vertu de l'article 28 de la loi du 10 mars 1900;

Considérant qu'il en résulte que le demandeur ne peut prétendre à un congé payé relatif à l'année 1936;

Par ces motifs:

Le Conseil, jugeant en première et dernière instance, dit l'action non fondée, en déboute le demandeur et le condamne aux frais de l'instance.